

INFO' ACTIONS

N° 132 – AVRIL 2022-OCTOBRE 2022

AGIR
POUR BÂTIR
UN MONDE
SOLIDAIRE

LE DOSSIER DU MOMENT :

**LA JUSTICE FISCALE
POUR BÂTIR UNE
SOCIÉTÉ SOLIDAIRE**

EN DIRECT DU TERRAIN :

**LUTTER CONTRE
L'INSÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
DANS L'EST
DE L'AFRIQUE**

TÉMOIGNAGE :

**NOUS AVONS
LE POUVOIR
DE FAIRE AGIR
LES BANQUES
POUR LE CLIMAT**



OXFAM
France



L'ÉDITO

AGIR POUR BÂTIR UN MONDE SOLIDAIRE

Ces dernières semaines, le destin de toutes les familles en Ukraine a basculé sous nos yeux. Cet événement, si proche, nous touche directement, et nous sommes gravement préoccupé·e·s par les impacts du conflit. Avec vous, nous sommes déjà mobilisé·e·s pour venir en aide aux populations déplacées. Bien sûr, ce drame ne doit pas nous faire oublier, plus loin de nous, les personnes qui endurent des souffrances ailleurs sur la planète. Déracinées par les guerres, la faim ou les répercussions des changements climatiques, des sociétés qui aspiraient à une vie paisible subissent d'autres crises humanitaires. Plus distantes, mais non moins lourdes de conséquences pour leur avenir.

Depuis des décennies, dans le monde entier, la confédération Oxfam agit pour défendre les droits des populations en danger. Nous travaillons en Syrie, au Yémen, au Burkina Faso, avant, pendant et après les phases les plus difficiles des conflits. Au Bangladesh nous épaulons les réfugié·e·s de Cox's Bazar, ainsi qu'ailleurs, dans d'autres pays.

Sur le terrain, plus que jamais, notre organisation est déterminée à tout mettre en œuvre pour apporter une assistance aux communautés affectées. Nos équipes travaillent au Yémen, qui entre dans sa huitième année de guerre (voir page 4); dans l'Est de l'Afrique, qui subit depuis plusieurs mois une sécheresse alarmante, menaçant la sécurité alimentaire de millions de personnes (p. 9). Partout dans le monde, nos équipes aident les femmes, les hommes et les enfants qui n'ont pas accès aux services essentiels et sont confronté·e·s aux injustices et aux inégalités.

Vous qui soutenez nos actions, militez à nos côtés, partagez nos messages, vous le savez : la résignation n'est pas une option. La pauvreté et les inégalités ne sont pas une fatalité. Des solutions existent.

Parmi elles, la fiscalité est un puissant levier de transfert des richesses. En 2015 en France, le modèle redistributif a permis à cinq millions de Françaises et Français de sortir de la pauvreté. Ils et elles ont pu compter sur les politiques de solidarité et les services publics financés par l'impôt (p. 5 à 7). Pourtant, ce modèle est aujourd'hui contesté. « Moins de milliardaires, plus d'infirmières », « Combattons les inégalités à 100 % » : cet hiver, les bénévoles de nos groupes locaux ont porté ces messages dans les rues de France. Ils et elles ont mobilisé les citoyen·ne·s contre l'aggravation des inégalités pendant la pandémie, et rappelé que des solutions concrètes et durables existent (p. 11).

L'élection présidentielle doit être l'occasion de remettre les questions de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités au cœur des débats. Plus que jamais, nous restons impliqué·e·s pour porter la voix des plus vulnérables et défendre un partage des richesses plus équitable.

C'est grâce à votre soutien que nous pouvons agir. Merci pour votre engagement et votre détermination à construire, jour après jour, un monde plus juste, solidaire et durable.

Je vous souhaite une agréable lecture de votre info'actions.

Frédéric Séguret
Président d'Oxfam France

PLUS DE CLIMAT DANS LE DÉBAT ! RETOUR SUR LE DÉBAT DU SIÈCLE

Alors qu'en 2021, la France a été doublement condamnée pour inaction climatique, les questions écologiques ont occupé une place minime tout au long de la campagne présidentielle. Pourtant, l'urgence climatique et sociale est au plus haut.

C'est pourquoi, avec les organisations membres de l'Affaire du Siècle, nous avons organisé en mars le premier débat présidentiel entièrement consacré au climat : le Débat du Siècle, une émission en direct, pendant laquelle les candidates et candidats à l'élection présidentielle ont pu présenter leurs propositions pour faire face à l'urgence climatique !

Vous pouvez visionner l'enregistrement sur la chaîne Twitch de Jean Massiet : <https://www.twitch.tv/JeanMassiet/videos>.

OXFAM FRANCE VOUS REND DES COMPTES

Début décembre, nous avons organisé une conférence en ligne à l'attention de nos donatrices et donateurs. L'objectif : vous présenter les actions menées en 2021 en France et dans le monde grâce à votre soutien, et vous donner la parole pour nous poser toutes vos questions sur l'utilisation de vos dons et les actions d'Oxfam France. Cécile Dufлот, Directrice générale d'Oxfam France, Yacine Ndoye, Chargée de la relation donateurs et donatrices, et plusieurs personnes de l'équipe d'Oxfam sont intervenues.

Si vous le souhaitez, vous pouvez visionner l'enregistrement sur la plateforme Youtube : www.oxfamfrance.org/webinaire-oxfam-france-vous-rend-des-comptes

PARTOUT DANS LE MONDE, OXFAM AUX CÔTÉS DES PERSONNES DÉRACINÉES

Le conflit en Ukraine a provoqué une crise humanitaire avec des proportions historiques. En à peine quelques jours, des millions de femmes, hommes et enfants ont été forcé•e•s de fuir vers les pays voisins pour se mettre à l'abri.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la **confédération Oxfam se prépare à intervenir avec des partenaires locaux, pour apporter le soutien nécessaire aux populations et réfugié•e•s affecté•e•s par le conflit** : soutien en eau, hygiène et assainissement, aide en espèces, informations légales. En tant qu'organisation humanitaire, nous sommes gravement préoccupé•e•s par les impacts du conflit. Il est crucial de garantir la protection des populations civiles, de préserver le droit international, y compris le droit international humanitaire et le respect des droits humains. Nous lançons également un appel à tous les gouvernements des pays limitrophes, ainsi qu'à l'Union Européenne pour partager l'accueil des femmes, enfants et hommes qui se voient forcé•e•s de quitter leur foyer pour demander l'asile, quelle que soit leur origine.

**Personnes déplacées, déracinées :
personne ne devrait jamais vivre une telle situation**

Aujourd'hui dans le monde, plus de 85 millions de personnes ont dû quitter leur foyer pour fuir la guerre, les persécutions, les conflits, et plus de 30 millions en raison des conséquences des changements climatiques. Parmi elles, 25 millions ont trouvé refuge hors des frontières de leur pays. Depuis des décennies, nous nous mobilisons pour **demandeur aux gouvernements des pays les plus riches de partager la responsabilité de l'accueil des personnes réfugiées et migrantes**, et d'assurer leur droit à la protection internationale, quel que soit leur statut. Elles doivent recevoir le soutien nécessaire pour reconstruire une vie dans la sécurité et la dignité, et avoir la possibilité de s'intégrer, de scolariser leurs enfants, de préserver l'unité familiale et avoir des perspectives d'avenir. Contraintes de fuir, elles doivent pouvoir reconstruire dignement leur vie. Nous appelons les responsables politiques, aux niveaux européen et international, à assumer leur part de responsabilité et à mettre en place des réponses à la hauteur de leurs capacités.

Sur le terrain, nous agissons au plus près des personnes dont la vie est menacée. En Europe, nous avons porté assistance à



Une femme et deux enfants quittent l'Ukraine après avoir traversé la frontière avec la Slovaquie à Ubla, près de la ville ukrainienne de Welykyj Beresnyj, le 25 février 2022
© PETER LAZAR / AFP

plus de 280 000 personnes déracinées depuis 2015 : en Grèce (sur l'île de Lesbos notamment), en Italie, en Espagne et dans les Balkans. Nous apportons une assistance juridique, un soutien en protection, un accès à l'eau et à l'assainissement, et distribuons des articles alimentaires et non alimentaires comme des couvertures et des vêtements.

Soutenir les « crises oubliées »

Alors que la communauté internationale intensifie ses efforts pour répondre aux besoins les plus urgents de la population ukrainienne, **nous ne pouvons ignorer les trop nombreuses crises humanitaires en cours qui affectent des millions de personnes à travers le monde** : dans l'Est de l'Afrique, en Syrie, au Yémen et au-delà. Plus que jamais, nous restons déterminé•e•s à travailler pour aider les personnes affectées par les « crises oubliées » qui ne font pas la une des journaux, notamment la crise de la faim au Sahel et dans l'Est de l'Afrique et le violent conflit au Yémen, en veillant à ce que les personnes impactées aient accès à de la nourriture, à de l'eau potable et à du matériel d'hygiène, et en défendant leurs droits.



A VOUS D'AGIR

Pour soutenir les actions d'Oxfam auprès des réfugié•e•s ukrainien•ne•s :

https://donner.oxfamfrance.org/urgence_Ukraine



LES INFOS DE CES DERNIERS MOIS

Yémen : sept ans après le début du conflit, le manque d'eau et les maladies tuent autant que les bombes

Le 26 mars marquait l'entrée du conflit au Yémen dans sa huitième année. Après des années de guerre, la situation humanitaire ne cesse de se dégrader dans le pays. **17,8 millions de personnes (près des deux tiers de la population) n'ont pas accès à l'eau potable ni à des systèmes d'assainissement adéquats.** La pénurie en eau ne date pas d'hier dans ce pays aride où les précipitations sont limitées, mais la guerre a considérablement compliqué l'accès à cette ressource. Les combats ont causé de nombreux dommages aux infrastructures, détruit des réservoirs et des conduites d'eau qui approvisionnaient des villages entiers, des centres de désalinisation d'eau marine. Les capacités de distribution d'eau ont été réduites de moitié.

Le manque d'accès à l'eau potable crée aussi un terrain propice à la propagation du choléra. Depuis le début du conflit, 50 nouveaux cas de choléra sont enregistrés par heure. Le pays souffre d'un manque criant d'hôpitaux, de médicaments et de personnel pour faire face. **Seule la moitié des centres de santé fonctionne encore, laissant deux Yéménites sur trois sans accès à des services de santé,** alors que le pays subit sa quatrième vague de COVID-19.

Depuis juillet 2015, la confédération Oxfam est venue en aide à plus de 3 millions personnes dans neuf gouvernorats : nous

acheminons de l'eau potable, remettons en état les infrastructures d'assainissement, distribuons du matériel, des médicaments et des kits d'hygiène. Nos équipes apportent un soutien financier aux personnes pour leur permettre de s'approvisionner en nourriture et produits de première nécessité, ou de maintenir leurs activités économiques.



Un point d'eau installé dans la région de Tahiz
© Pablo Tosco / Oxfam

Mais pour mettre un terme à cette guerre qui a déjà causé la mort de milliers de personnes, la communauté internationale doit sortir de son apathie. En France, nous demandons au gouvernement de cesser d'alimenter le conflit par ses ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis. **Plus que jamais, nous appelons l'ensemble des parties prenantes à mettre un terme à cette guerre meurtrière pour que le Yémen ne soit plus le théâtre de la « pire crise humanitaire au monde ».**

POUR EN SAVOIR + : www.oxfamfrance.org/humanitaire-et-urgences



Egalité femmes-hommes : grande cause, petit bilan

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes et quelques semaines avant l'élection présidentielle, nous avons dressé avec les organisations Equipop et Care France **un bilan de la « grande cause nationale du quinquennat » d'Emmanuel Macron : l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Cette étude, réalisée avec la participation d'associations expertes des droits des femmes telles que la Fondation des Femmes, le Planning familial et ONE France, fait le point sur ces cinq dernières années marquées par de nombreux mouvements sociaux et vagues de mobilisation avec notamment l'onde de choc #MeToo. Dans ce rapport, nous avons analysé les lois, réformes, discours et initiatives prises sur les grands marqueurs de la politique en faveur de l'égalité femmes-hommes : la parité politique et les budgets de l'Etat, la lutte contre les violences, l'égalité professionnelle, la politique étrangère, les droits sexuels et reproductifs. Notre grille d'évaluation est simple : les actions ont-elles répondu aux besoins et sont-elles à la hauteur d'une « grande cause nationale » ?

Le verdict est sans appel : le bilan global du quinquennat est largement insuffisant pour un Président qui se déclarait « candidat féministe » en 2017. Selon notre barème, aucun domaine ne dépasse les encouragements, et le bilan est insuffisant en matière de lutte contre les violences, d'égalité professionnelle et économique, de parité politique et de budgets alloués à l'égalité femmes-hommes. Les actions menées, même si certaines sont à saluer, n'ont globalement pas été à la hauteur des enjeux et encore moins si on les met au regard d'une présidence qui se voulait « féministe ».

La pandémie de COVID-19 a démontré à quel point les progrès en matière de droits des femmes étaient fragiles. En quelques mois seulement, les violences envers les femmes ont explosé, et la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes a reculé de plus de trois décennies. **La prochaine élection présidentielle doit être l'occasion de placer l'égalité femmes-hommes au premier plan.** Avec les associations du collectif #EcoutezNousBien, nous demandons au/à la futur.e Président.e de s'engager à dédier un milliard d'euros contre les violences conjugales et en faveur d'un plan d'urgence pour mettre fin aux inégalités.

POUR LIRE LE RAPPORT « EGALITÉ FEMMES-HOMMES : GRANDE CAUSE, PETIT BILAN » ET EN SAVOIR + :
<https://bit.ly/GrandeCausePetitBilan>



LE DOSSIER DU MOMENT

LA JUSTICE FISCALE POUR BÂTIR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE



Mobilisation bénévole en janvier 2022 © Oxfam

La crise du coronavirus a frappé un monde déjà profondément inégalitaire, et malgré tous les appels à penser un monde d'après plus juste et plus durable, les inégalités ont continué, partout dans le monde, à se creuser. Depuis début 2020, on compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures, alors que près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,5 dollars par jour. En France aussi, la tendance est à une hausse considérable des inégalités.

Cette indécence n'est pourtant pas une fatalité, mais la conséquence d'un système défaillant et de choix politiques injustes, qui même en temps de crise, favorisent les plus fortuné·e·s et les plus puissant·e·s au détriment des plus vulnérables. Elle nous rappelle plus que jamais l'urgence de financer un modèle social plus juste. La solution se trouve dans un modèle qui permet d'assurer les besoins de base de toutes et tous – accès à la santé, à l'éducation, à l'alimentation – tout en respectant les limites de la planète.

Alors que les inégalités s'aggravent, il est nécessaire de rappeler combien la fiscalité est un puissant levier de partage des richesses, qui permet chaque année à des millions de personnes de sortir durablement de la pauvreté.

La crise du COVID-19 doit marquer un tournant. Plusieurs pays sont en train de franchir le pas vers un partage des richesses plus juste et favorable à toutes et tous. Il est temps que la France fasse de même !



LE SAVIEZ-VOUS ?



Les 10 personnes les plus riches du monde ont doublé leur fortune depuis le début de la pandémie de COVID-19, alors que 160 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté.



De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires français s'est accrue de 236 milliards d'euros, soit l'équivalent de près de trois fois le budget de l'hôpital public français.



L'Argentine, la Bolivie et la Nouvelle Zélande ont mis en place des impôts exceptionnels sur la fortune des milliardaires pour financer les conséquences de la pandémie.



Graffiti dans le centre-ville de Beyrouth au Liban © Pablo Tosco / Oxfam dans la région MENA

Les dix personnes les plus riches du monde ont doublé leur fortune depuis le début de la pandémie de COVID-19, alors que 160 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté. C'est ce que nous révélions dans notre dernier rapport sur les inégalités mondiales « Les inégalités tuent »¹.

Une tendance qui s'observe également en France, où la fortune des milliardaires français a augmenté plus rapidement en 19 mois de pandémie qu'en dix ans. De mars 2020 à octobre 2021, elle s'est accrue de 236 milliards d'euros, **soit l'équivalent de près de trois fois le budget de l'hôpital public**. Dans le même temps, la crise a provoqué une intensification de la pauvreté. Sept millions de personnes – soit 10 % de la population française – ont besoin d'aide alimentaire pour vivre.

C'est un constat sans appel : si la société est globalement plus riche, elle est de moins en moins capable d'offrir une vie meilleure au plus grand nombre. Face à cette concentration accrue des richesses entre les mains d'un petit nombre de personnes, la fiscalité s'avère être un outil indispensable pour redistribuer les richesses.

L'impôt, un outil pour réduire les inégalités

Notre système fiscal est le socle d'une solidarité entre toutes les citoyennes et citoyens, et le pilier de notre pacte social. **L'impôt est un outil très puissant pour réduire les inégalités** : par une contribution de chacun·e, les recettes fiscales permettent chaque année à plusieurs millions de personnes de sortir de la pauvreté.

En 2015 en France, notre modèle redistributif a permis à 5 millions de Françaises et Français de sortir de la pauvreté grâce aux politiques de solidarité et aux services publics financés par l'impôt.

En France, les taxes et impôts (TVA, CSG, impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés...) rapportent chaque année des centaines de milliards d'euros au budget de l'Etat. **Des recettes qui permettent de financer les services publics et la protection sociale**, dont un ensemble de prestations sociales qui agissent comme des filets de protection pour les plus fragiles : santé, éducation, transports, sécurité... Sur 1 000 euros de dépenses publiques :

- 575 euros sont affectés à la protection sociale (aides au logement, retraites, allocations chômage, santé notamment) ;
- 143 euros financent des services publics comme les transports, la culture, ou des mesures pour l'environnement ;
- 96 euros sont dédiés à l'Éducation ;
- 60 euros pour la Défense, la Sécurité et la Justice.

Depuis des années, une politique fiscale qui accroît les inégalités

Mais ce modèle est aujourd'hui sous pression : ces vingt dernières années, **les réformes fiscales successives ont contribué à accroître les inégalités**, en baissant toujours davantage l'impôt des entreprises et des très riches et en faisant supporter le manque à gagner par les classes moyennes et populaires. Aujourd'hui en France, les 10 % les plus pauvres paient plus d'impôts en proportion de leur revenu que les classes moyennes, qui paient elles-mêmes plus d'impôts que les 10 % les plus riches.

La réforme fiscale adoptée à l'automne 2017 n'a rien arrangé à cette tendance. La suppression de l'ISF et la baisse de l'imposition des revenus du capital ont considérablement baissé la contribution des plus riches et creusé les inégalités. Les grands gagnants : les 1 % des Français·es les plus riches, qui ont vu leur niveau de vie augmenter en moyenne de 2,8 % depuis le début du quinquennat, alors que les ménages les plus modestes ont perdu jusqu'à 0,5 % de pouvoir d'achat.

En 2020, la crise de la COVID-19 a révélé au grand jour les conséquences des politiques d'austérité menées depuis des années dans les domaines de la santé ou de l'éducation avec des services publics largement fragilisés.

¹ Pour lire le rapport, rendez-vous sur www.oxfamfrance.org/stop-inegalites

Quelles mesures pour un impôt plus juste ?

Alors que les inégalités s'aggravent, **il est nécessaire de rappeler combien la fiscalité est un puissant levier de partage des richesses et de lutte contre le changement climatique**, à condition de mettre davantage à contribution les plus riches, les plus gros pollueurs et les multinationales. Aujourd'hui, il est essentiel de réformer notre modèle fiscal sans augmenter les contributions des classes moyennes et populaires, mais en exigeant des plus riches qu'ils paient leur juste part d'impôt.

Un sondage publié en avril 2021 révèle que près des deux tiers des Français•es sont favorables à mettre en place une taxe exceptionnelle sur les multimillionnaires pour répondre à la crise provoquée par la pandémie.

(<https://bit.ly/SondageMillionnaires>)

En décembre 2021, nous avons publié un « **Manifeste fiscal, juste, vert et féministe** »², avec **15 propositions chiffrées pour répondre au double enjeu des inégalités et de la crise climatique**, et dégager au moins 65 milliards d'euros par an. Des sommes qui pourraient être utilisées pour financer un ambitieux programme d'investissements publics.

• Taxer les grandes fortunes

Partout dans le monde, des voix s'élèvent pour appeler à taxer davantage les grandes fortunes, y compris des milliardaires comme Bill Gates ou les membres des « Patriotic Millionaires ». Plusieurs pays ont d'ores et déjà franchi le pas : des impôts exceptionnels sur la fortune des milliardaires ont ainsi été votés en Argentine, en Bolivie et en Nouvelle Zélande.

• Lutter contre l'évasion fiscale

L'évasion fiscale des grandes entreprises et des grandes fortunes qui se soustraient à l'impôt, prive les Etats des ressources essentielles pour financer les services publics comme les soins de santé ou l'éducation. Le coût humain touche l'ensemble des individus et il est particulièrement important pour les plus vulnérables, pour qui les services publics ont un rôle décisif.

• Allier lutte contre les inégalités et climat

La crise climatique est aussi une crise des inégalités : les 10 % les plus riches de la planète sont responsables de plus de la moitié des effets de serre mondiaux. Pourtant, ce sont les personnes les plus vulnérables qui subissent le plus directement les conséquences des changements climatiques. Pour mettre en place une politique de fiscalité écologique juste et efficace, il faut cibler en priorité ceux qui détiennent les moyens de production et ceux qui les financent (*voir ci-contre*).

Bâtir ensemble le monde de demain

Le défi est important : les réformes menées devront permettre de financer un modèle social renforcé pour faire face aux crises à venir, inciter et financer de nouveaux investissements dans la transition bas carbone, rétablir l'équité entre

les plus riches et les plus modestes. Les choix fiscaux du prochain gouvernement seront un marqueur des ambitions du quinquennat. **Dans les mois qui viennent, avec vous, nous resterons mobilisés pour défendre un monde dans lequel les richesses sont mieux partagées !**

Un ISF climatique pour financer la transition énergétique

Les études et les chiffres sont sans appel : plus nous sommes riches et plus nous polluons. Le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de 50 % de la population française. Celles et ceux qui disposent d'un plus grand revenu consomment plus, prennent davantage l'avion, mangent plus de viande... Mais surtout, ils et elles font gonfler leur empreinte carbone en **investissant dans des activités économiques fortement émettrices de gaz à effet de serre**. De l'autre côté, ce sont les plus modestes qui subissent le plus directement les conséquences des changements climatiques.

Ces inégalités posent la question du partage de l'effort dans la transition écologique à accomplir. Aujourd'hui, la fiscalité carbone pèse quatre fois plus lourd en proportion de leurs revenus sur les 20 % des ménages les plus modestes, par comparaison avec les ménages les plus aisés. Et alors que les citoyennes et citoyens sont appelé•e•s à faire de plus en plus d'efforts face aux changements climatiques, les grandes entreprises ne sont aujourd'hui soumises à aucune obligation climatique.

C'est la raison pour laquelle **nous défendons avec Greenpeace France, l'instauration d'un « ISF climatique » qui permettrait de taxer les investissements les plus polluants des grandes fortunes**. Un outil qui aurait pour effet de désinciter les investissements dans des activités économiques carbonées. L'ISF climatique permettrait de dégager plusieurs milliards d'euros chaque année : de nouvelles recettes fiscales pour financer une véritable politique écologique en investissant par exemple dans le ferroviaire, dans l'isolation des bâtiments ou encore dans une décarbonation de l'industrie.

POUR EN SAVOIR + ET LIRE NOTRE RAPPORT
« LES MILLIARDAIRES FONT FLAMBER
LA PLANÈTE ET L'ÉTAT REGARDE AILLEURS » :
<https://bit.ly/EmpreinteMilliardaires>



A VOUS D'AGIR

SIGNEZ NOTRE PÉTITION POUR EXIGER UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE !

<https://bit.ly/PétitionTaxerPlusRiches>

² <https://bit.ly/manifestefiscal>



ACCÈS AUX TOILETTES : À TRAVERS LE MONDE, DES RÉALITÉS BIEN DIFFÉRENTES

Si l'accès aux toilettes semble être, en France, une évidence, ce n'est pas encore le cas pour un trop grand nombre de personnes dans le monde. Pourtant, l'absence d'installations sanitaires est une source majeure de propagation de maladies, mais aussi d'insécurité. Fournir rapidement et durablement l'accès à l'eau et à des installations sanitaires occupe une place prépondérante dans toutes nos interventions : donner accès à des sanitaires dans les zones les plus reculées ou au cœur de camps de personnes réfugiées, c'est protéger la santé et la dignité de toutes et tous.

En Somalie



© Pablo Tosco / Oxfam

Aisah est l'une des responsables de la promotion de l'hygiène au sein de la communauté de Docoloha, au Somaliland. La Somalie subit de plein fouet les effets des changements climatiques. Les sécheresses y sont plus longues et plus intenses. Pour les communautés pastorales, nomades, qui migraient selon les saisons des pluies et vivaient de leurs troupeaux, la situation est catastrophique. Dans ces régions désertiques, nous apportons de l'eau potable, installons des toilettes avec des stations de lavage de mains, pour permettre une hygiène de base et lutter contre les maladies.

Au Yémen



© Pablo Tosco / Oxfam

La guerre au Yémen a contraint plus de quatre millions de personnes à quitter leur foyer et à se déplacer dans le pays. Au milieu du désert, dans des camps de fortune, les Yéménites ne disposent la plupart du temps ni d'accès à de l'eau potable, ni de sanitaires ou produits d'hygiène de base. Le terrain idéal pour la propagation d'épidémies comme le choléra. Oxfam intervient dans le pays pour soutenir les populations civiles et (re)construire des infrastructures sanitaires et hydriques. Dans le village d'Eana Alfareeda, nous avons installé 21 latrines.

Au Bangladesh



© Salahuddin Ahmed

Iffat, ingénieure en santé publique, échange avec un groupe de femmes Rohingyas réfugiées au Bangladesh dans le camp de Cox's Bazar. Associer les femmes et les jeunes filles à la construction des sanitaires permet de mieux connaître leurs besoins et les difficultés qu'elles rencontrent. Cette collaboration a permis de développer quatre structures sanitaires différentes, dans quatre camps au Bangladesh. Le camp de Cox's Bazar accueille plus de 900 000 réfugiés Rohingyas.



LES DANGERS ET ENJEUX LIÉS À L'ACCÈS AUX TOILETTES

3,6 milliards de personnes dans le monde, soit la moitié de la population mondiale, ne disposent pas d'un accès à des installations sanitaires en toute sécurité.

Au moins 2 milliards de personnes dans le monde boivent de l'eau provenant d'une source contaminée par des matières fécales.

Chaque dollar investi dans des services sanitaires élémentaires rapporte jusqu'à cinq dollars, grâce au recul des maladies et aux gains de productivité, en plus de créer des emplois tout au long de la chaîne de services.

Lutter contre l'insécurité alimentaire dans l'Est de l'Afrique



Mohamed Abdi Gedy élève des chameaux dans le village de Biyoada en Éthiopie
© Petterik Wiggers / Oxfam

Depuis plusieurs mois, du Sud de l'Éthiopie au Nord du Kenya en passant par la Somalie, la région de l'Est de l'Afrique est confrontée à une sécheresse alarmante, après trois mauvaises saisons des pluies consécutives, tandis que le Soudan du Sud a subi pour la cinquième année de graves inondations. Des millions d'habitant·e·s dans la région sont menacé·e·s par la malnutrition. Nos équipes intensifient leur réponse face à l'urgence.

Dans ces régions où la population vit majoritairement d'élevage et d'agriculture, les trois dernières saisons des pluies ont été marquées par de faibles précipitations. Le bétail meurt en masse, impactant gravement les ressources alimentaires. À l'heure actuelle, on estime que près de 21 millions de personnes se trouvent en situation d'extrême insécurité alimentaire, et plus de 44 millions ont besoin d'aide humanitaire. Malheureusement, la situation menace de s'aggraver encore jusqu'en juin et au-delà. Même si les pluies de mars, avril et mai 2022 sont moyennes ou supérieures à la moyenne, on s'attend à ce que 7 à 11 millions de personnes restent en situation d'insécurité alimentaire voire de famine au Kenya, en Éthiopie et en Somalie, jusqu'en septembre.

« Sans herbe, les chameaux commencent à manger les feuilles de cactus », explique Million Ali, expert en sécurité alimentaire et en moyens de subsistance pour Oxfam en Éthiopie.
« Les épines provoquent des infections dans la bouche et peuvent être mortelles pour les animaux. Les éleveurs doivent aller plus loin pour trouver des pâturages et certains doivent même vendre leurs animaux parce qu'ils ne peuvent plus faire face. Les semaines à venir seront décisives. »

Face aux besoins dans la région, la confédération Oxfam, déjà présente au Kenya, en Éthiopie, en Somalie et au Soudan du Sud, intensifie sa réponse pour répondre à l'urgence. Nos activités se concentrent sur l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, une aide alimentaire d'urgence et le renforcement des moyens de subsistance. Notre objectif est de soutenir plus de 770 000 personnes dans les prochaines semaines.

SÉCHERESSES, CATASTROPHES CLIMATIQUES : DES PHÉNOMÈNES EXACERBÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En 2021, le monde a enregistré des dégâts record imputables aux catastrophes climatiques extrêmes. Elles ont plongé près de 16 millions de personnes dans 15 pays dans des niveaux d'insécurité alimentaire critiques. Un phénomène aggravé par le réchauffement climatique : le nombre de catastrophes climatiques survenant chaque année a triplé depuis 1980.

L'agriculture et la production alimentaire concentrent 63 % de l'impact de ces chocs climatiques et ce sont les pays les plus vulnérables et les communautés les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut, alors qu'ils contribuent le moins aux changements climatiques. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) estime que 183 millions de personnes supplémentaires pourraient être confrontées à la faim d'ici 2050.

Face à ce constat, nous réclamons aux gouvernements d'opérer dès maintenant une transition vers des systèmes alimentaires plus justes, plus résilients et plus durables et de prendre des mesures ambitieuses contre les changements climatiques.

POUR EN SAVOIR + : <https://bit.ly/Virusdelafaim>



A VOUS D'AGIR

POUR SOUTENIR NOTRE RÉPONSE D'URGENCE
DANS L'EST DE L'AFRIQUE :

<https://donner.oxfamfrance.org/corne-afrique>

TÉMOIGNAGE

Nous avons le pouvoir de faire agir les banques pour le climat



pollue ! Rencontre avec Alexandre Poidatz, Chargé de plaidoyer Finance et Climat à Oxfam France.

Alexandre, pourquoi Oxfam travaille sur l'impact des banques sur le climat ?

Les banques sont au cœur de l'économie. Par les choix d'investissements ou de financements qu'elles font, c'est tout un modèle de société qu'elles façonnent. Avec l'épargne des particuliers placée sur leurs comptes, les banques investissent massivement dans les industries polluantes et les énergies fossiles. En apportant des soutiens financiers à des entreprises, projets, particuliers ou États, en France ou à l'international, elles soutiennent des activités économiques fortement émettrices de gaz à effet de serre. Ainsi, l'empreinte carbone des grandes banques françaises représente près de huit fois les émissions de gaz à effet de serre de la France entière. Les trois premières banques françaises – BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale – ont même chacune une empreinte carbone supérieure à celle du territoire français !

En quoi consiste ce travail ?

Chez Oxfam, nous sommes convaincus que pour changer les choses durablement face à l'urgence climatique, il faut agir à la racine. Nous travaillons depuis plusieurs années pour mesurer et mettre en lumière l'impact considérable des banques et des grandes entreprises sur le climat. En menant un travail de recherche précis et régulier sur les ravages écologiques de la finance, nous pouvons sensibiliser l'opinion publique et mettre la pression sur les décideurs politiques sur cette situation alarmante.

Quelles sont les demandes d'Oxfam ?

Nous militons pour une vraie transformation du modèle des banques. Les simples appels des responsables politiques et les engagements volontaires sont loin d'être à la hauteur et ne permettront pas d'atteindre les objectifs environnementaux... C'est pourquoi nous demandons à l'État d'inscrire une obligation légale – éco-responsabilité – pour les grandes entreprises de se conformer à une trajectoire contraignante de réduction de leur empreinte carbone et de sortie de leurs activités polluantes sous peine de sanctions financières.



Mobilisation des bénévoles d'Oxfam France à la Défense, 2021 © Guillaume Landry / Oxfam

Face à l'inaction du gouvernement sur ce sujet, depuis plusieurs années nous discutons également directement avec les acteurs du secteur bancaire, pour les convaincre de prendre eux-mêmes des engagements pour cesser de financer les énergies fossiles par exemple.

Est-ce qu'il y eu des avancées ?

Oui, il y en a eu. Malheureusement, aujourd'hui encore l'État refuse de prendre des mesures pour réguler les émissions des grandes entreprises et du secteur bancaire. En revanche, plusieurs banques ont pris des engagements forts ces dernières années. Toutes les grandes banques françaises se sont engagées à ne plus financer ou investir dans des entreprises ou projets dans le secteur du charbon. En octobre 2021, la Banque Postale a été la première banque au monde à s'engager à sortir complètement des énergies fossiles d'ici 2030 ! C'est le résultat de plusieurs années de travail avec nos partenaires, notamment les Amis de la Terre.

Que peut-on faire en tant que citoyen·ne ?

Nous avons toutes et tous un compte en banque : pour commencer, vous pouvez télécharger l'application Rift, qui vous permet d'évaluer l'utilisation qui est faite de votre argent par les acteurs financiers, ainsi que ses impacts environnementaux. Cette application vous permet également d'interpeller votre conseiller bancaire : un moyen direct et concret de faire changer les banques pour le climat !

Pour lire notre rapport « Banques et climat : le désaccord de Paris » :

<https://bit.ly/LeDesaccordDeParis>

Pour télécharger notre livret numérique « Comment mettre les banques au service du climat » :

www.oxfamfrance.org/ebooks



CES PERSONNES QUI S'ENGAGENT



Les bénévoles du groupe local de Caen en janvier 2022 © Oxfam

LES BÉNÉVOLES EN ACTION

Dans les rues de France, une « action pochoir » contre les inégalités

« Pandémie : les 10 plus riches du monde ont doublé leur fortune » est l'un des messages clé de notre rapport sur les inégalités mondiales, apposé ce début d'année à la craie écologique verte et blanche sur le sol de dix villes de France par les bénévoles de l'association. A l'initiative du Programme Jeunes d'Oxfam France, plus d'une centaine de militant·e·s ont participé à cette « action pochoir » pour sensibiliser les citoyen·ne·s à l'aggravation des inégalités en France et dans le monde pendant la crise sanitaire. L'objectif ? A l'aide de marquages éphémères aux couleurs d'Oxfam, faire réagir et interroger, porter la mobilisation citoyenne directement dans l'espace public et agir collectivement. Face aux inégalités indécentes, à l'enrichissement historique des milliardaires et au basculement dans la pauvreté de millions de personnes pendant la crise, l'action collective est un moteur pour combattre les inégalités à 100 %. De Rennes à Lyon, en passant par Nancy, Bordeaux ou Dijon, les bénévoles d'Oxfam agissent contre la fatalité et refusent l'inaction politique.



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamfrance.org/militer-localement

MARCHER POUR LA SOLIDARITÉ

Trailwalker : de nouveaux horizons pour 2022 !

Fort de son succès à travers les années, le Trailwalker Oxfam revient en 2022 avec deux dates et une toute nouvelle destination ! Pour la troisième année, il aura lieu à Dieppe les 2 et 3 juillet 2022. L'occasion parfaite de profiter des paysages du littoral avec ses majestueuses falaises, mais aussi de ses passages plus champêtres au cœur de la campagne normande. Un défi sportif et solidaire qui l'année dernière avait rassemblé 1 224 marcheurs et marcheuses et permis de collecter près de 550 000 € de dons, essentiels pour continuer de lutter contre les inégalités !

Afin de proposer des terrains de jeux toujours plus diversifiés, cette année le Trailwalker débarque dans la Métropole de Lyon les 8 et 9 octobre 2022. Un tout nouveau territoire qui promet un parcours varié et sportif à travers les zones vallonnées des Monts d'Or, jusqu'au territoire plus urbain de la Métropole de Lyon.

L'objectif ? Toujours le même ! Parcourir 100 km en moins de 30 heures par équipe de 4 (sans relais) et soutenir les actions d'Oxfam France en collectant au moins 1 500 € de dons par équipe. Si le défi sportif ne vous tente pas, nous sommes aussi à la recherche de bénévoles pour faire vivre l'événement. N'attendez plus et rejoignez-nous pour cette aventure solidaire unique !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamtrailwalker.fr



© Laurent Carré / Oxfam

MERCI

À TOUTES LES PERSONNES QUI NOUS SOUTIENNENT
ET PARTAGENT NOTRE CONVICTION QUE LA PAUVRETÉ
ET LES INÉGALITÉS NE SONT PAS INÉLUCTABLES.

TRANSMETTEZ VOS VALEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Grâce au soutien durable du legs, nos campagnes et nos actions ont un impact encore plus retentissant et nous permettent de contribuer à bâtir un monde plus solidaire et plus juste. Transmettre vos valeurs via un legs est un geste magnifique et émouvant de générosité au nom des générations futures, pour un monde plus juste, en votre nom.

Oxfam France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie avec une exonération complète d'imposition par l'intermédiaire de son fonds de dotation, constitué conformément à la loi du 4 août 2008.

Pour toute question, Maud Thibault, responsable de la collecte de fonds et des legs se tient à votre disposition – en toute confidentialité : par courrier au 62 bis avenue Parmentier 75011 Paris, par téléphone sur sa ligne directe au 01 85 56 84 85 ou par e-mail : mthibault@oxfamfrance.org.

POUR EN SAVOIR +
[HTTP://OXFAMFRANCE.ORG/LEGUER](http://oxfamfrance.org/leguer)

AVANTAGE FISCAL

Les dons aux associations d'intérêt général comme Oxfam France ouvrent droit à une réduction d'impôt : si vous êtes imposable, **66 % du montant de votre don pourra être déduit du montant de votre impôt** dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

Avec cet avantage fiscal, vous soutenez les actions d'Oxfam France et vous attirez également l'œil des responsables politiques en orientant une partie du montant des impôts vers la solidarité internationale !

En vue de votre déclaration, nous vous faisons parvenir un reçu fiscal une fois par an. **Si vous avez soutenu nos actions en 2021, votre reçu fiscal vous a été envoyé par courrier ou par email fin février 2022.** N'hésitez pas à nous contacter si vous ne l'avez pas encore reçu.

POUR EN SAVOIR +
[WWW.OXFAMFRANCE.ORG/REDUCTION-IMPOT](http://www.oxfamfrance.org/reduction-impot)



OXFAM
France



Oxfam France - INFO'ACTIONS 132
Périodicité biannuelle - ISSN : 1155-200X
Directeur de la publication : Frédéric Séguret
Coordination de la rédaction : Charlotte Béal
Rédactrice en chef : Cécile Duflot
Conception et réalisation graphique : Maya Lambert (06 61 56 41 95)
Photo couverture : Marche pour le climat, Paris, mars 2021 © François Lafite
Photo dos : Les membres de la coopérative de Tuzamurane au Rwanda © Aurélie Manier d'Unienville / Oxfam
Imprimé en France par ESTIMPRIM, 6, ZA à la Craye, 25110 Autecaux

OXFAM FRANCE

62 bis avenue Parmentier
75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40
info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org
 @oxfamfrance
 OxfamFrance

